

NATIONS UNIES

CONSEIL  
DE TUTELLE

UN LIBRARY

MAY 14 1984



Distr.  
LIMITEE

T/L.1240  
3 mai 1984  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

UN/SA COLLECTION

Cinquante et unième session  
Point 4 de l'ordre du jour provisoire

APERCU DE LA SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE  
DES ILES DU PACIFIQUE

Document de travail établi par le Secrétariat\*

A. GENERALITES

Le pays et ses habitants

1. Le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique se compose de trois archipels : les îles Marshall, les îles Carolines et les îles Mariannes. Guam, dans les îles Mariannes, ne fait pas partie du Territoire sous tutelle mais constitue un territoire "non incorporé" des Etats-Unis. Les trois archipels comptent plus de 2 100 îles et atolls répartis sur quelque 7,8 millions de km<sup>2</sup> dans le Pacifique ouest, au nord de l'Equateur. La superficie totale des îles et atolls du Territoire sous tutelle est d'environ 1 854 km<sup>2</sup>.
2. Selon le recensement de 1980, la population du Territoire sous tutelle était de 132 929 habitants répartis comme suit : Truk, 37 488 habitants; îles Marshall, 30 873; Ponapé, 22 081; îles Mariannes septentrionales, 16 580; Palaos, 12 116; Yap, 8 100 et Kosrae, 5 491.
3. La population du Territoire sous tutelle est rangée dans la catégorie générale des Micronésiens, à l'exception d'un millier d'habitants des îles périphériques de Kapingamarangui et Nukuoro, et de quelques représentants disséminés d'autres groupes raciaux. Il existe dans le Territoire plusieurs langues différentes, qui

\* Le présent document contient les sections A à C de l'avant-projet de la deuxième partie du rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité. Les autres sections paraîtront en tant qu'additifs au présent document. Le rapport complet paraîtra ultérieurement en tant que Supplément spécial No 1 des Documents officiels du Conseil de sécurité, trente-neuvième année.

ont d'ailleurs toutes une origine commune malayo-polynésienne. Neuf langues principales et un certain nombre de dialectes sont parlés dans le Territoire : deux à Yap, deux à Ponapé, une dans les îles Marshall, une aux Palaos, une à Truk, une à Kosrae et une dans les îles Mariannes septentrionales.

4. Concernant le déversement des déchets nucléaires, l'Autorité administrante a déclaré, dans son rapport annuel (T/1863), que sa politique demeurait inchangée et qu'elle n'envisageait pas d'en immerger dans les eaux du Territoire sous tutelle des Îles du Pacifique ou dans les eaux adjacentes.

5. En ce qui concerne la mise en place dans le Territoire sous tutelle de stations au sol pour les communications par satellite, le rapport annuel a signalé qu'elles étaient entrées en service aux Palaos et aux îles Marshall, ainsi qu'à Ponapé et à Truk dans les Etats fédérés de Micronésie. La station de Yap avait été achevée et les travaux étaient en cours à celle de Kosrae. La rénovation du réseau téléphonique était plus ou moins avancée selon les endroits.

6. Au sujet des locations de terres dans les îles Mariannes septentrionales, il est indiqué dans le rapport annuel que l'Autorité administrante avait effectué un dépôt de 33 millions de dollars des Etats-Unis 1/, dont 5 avaient été retenus au titre d'indemnités aux propriétaires, pour en acquitter le loyer. Le montant des indemnités à verser aux propriétaires des terres louées faisait l'objet de négociations entre la Société des terres domaniales des Mariannes (Marianas Public Land Corporation) et les propriétaires concernés.

7. A sa cinquantième session, le Conseil de sécurité a noté que l'Autorité administrante poursuivait ses efforts en vue de restituer le reste des terres domaniales au Gouvernement des Palaos, ce qu'elle ferait lorsque le système du homesteading aurait été mis en place. Toutes les autres terres domaniales du Territoire sous tutelle avaient été remises à leur gouvernement constitutionnel respectif 2/.

8. Dans son rapport annuel, l'Autorité administrante a noté que sa politique en matière de restitution des terres domaniales n'avait subi aucun changement et qu'elle attendait que les problèmes internes des Palaos soient résolus pour mener ce processus à bonne fin.

#### Mouvement de population

9. Comme suite aux recommandations faites par le Conseil de tutelle à la cinquantième session 3/, l'Autorité administrante a déclaré dans son rapport annuel que, aux termes de l'accord de libre association approuvé par la population et le Gouvernement des îles Marshall 4/, un montant de 30 millions de dollars environ serait consacré à appuyer les programmes et services de soins médicaux relatifs aux effets à longue échéance du programme d'essais nucléaires mené par les Etats-Unis. Cette assistance du Gouvernement américain constituait une application des lois 95-134 et 96-205 des Etats-Unis et englobait la poursuite des programmes de plantation et d'entretien des cultures destinés à la population d'Eniwetok ainsi que des programmes alimentaires destinés à celle de Bikini. Une somme complémentaire de 3 millions de dollars serait fournie au Gouvernement des îles Marshall au titre de la surveillance médicale et du dépistage radiologique.

10. Le rapport annuel indiquait en outre que le Gouvernement américain avait réaffirmé dans l'accord de libre association sa résolution de réinstaller la population de Bikini sur l'atoll du même nom, mais sans pouvoir fixer la date de l'opération. L'Autorité administrante déployait des efforts pour évaluer et éliminer les risques d'irradiation sur les îles Marshall. Le Gouvernement américain avait non seulement procédé à une étude radiologique portant sur la partie nord des îles Marshall, mais aussi conclu un accord en vertu duquel le Laboratoire national néo-zélandais d'étude des radiations (National Radiation Laboratory) aiderait le Gouvernement des îles Marshall à mener une étude visant à déterminer la faisabilité et à estimer le coût du nettoyage de l'atoll de Bikini.
11. Selon le rapport annuel, l'Autorité administrante a appuyé les efforts et les souhaits des Bikinien d'Ejit, qui voudraient être réinstallés ailleurs, et a noté que leurs représentants avaient récemment étudié les perspectives immobilières qui s'offraient à l'intérieur comme en dehors des îles Marshall. En vertu des dispositions de l'accord de libre association et des accords subsidiaires, la population de Bikini recevrait un montant total de 75 millions de dollars, en versements échelonnés sur 15 ans, au titre du règlement intégral des demandes d'indemnisation consécutives au programme d'essais nucléaires.
12. Le rapport annuel signalait également que l'accord de libre association prévoyait des réseaux de prestation de soins médicaux à long terme, des programmes d'alimentation et d'entretien, la réinstallation des habitants, une surveillance médicale et des tests radiologiques permanents, ainsi que le règlement des demandes d'indemnisation. Deux fonds d'affectation spéciale avaient déjà été créés à l'intention de la population de Bikini et couvraient les versements qui leur seraient faits dans l'immédiat et ultérieurement. Un troisième fonds d'affectation spéciale serait créé à l'aide du montant annuel à verser aux termes de l'accord subsidiaire sur les demandes d'indemnisation consécutives aux essais nucléaires.
13. Le rapport annuel indiquait en outre que le Gouvernement des îles Marshall, en collaboration avec les propriétaires de l'atoll de Kwajalein, avait créé l'Office de mise en valeur de l'atoll de Kwajalein (Kwajalein Atoll Development Authority - KADA) pour superviser la mise en valeur future d'Ebeye et des îles voisines de l'atoll. Cet office, qui travaille en liaison avec le Bureau de planification et de statistiques du Territoire sous tutelle (Trust Territory Office of Planning and Statistics) recherchait une société spécialisée dans la planification et la gestion pour diriger la mise en valeur et gérer la construction de projets sur l'atoll de Kwajalein. Parmi les projets en cours, il convenait de citer la construction d'une zone élargie de captage d'eau qui servirait également de chaussée à destination des îles voisines et qui permettrait de réduire la densité démographique d'Ebeye et de créer une zone de loisirs. La rénovation des services d'eau, d'égouts, d'électricité et des installations hospitalières d'Ebeye était presque achevée. La construction d'une nouvelle station pour les communications par satellite par la Société des communications par satellite (Communications Satellite Corporation - COMSAT), d'un entrepôt portuaire et d'un dépôt de conteneurs était en cours et ces installations étaient déjà entrées partiellement en service. L'Office de mise en valeur recherchait très activement l'assistance du secteur privé pour assurer le fonctionnement et l'entretien des installations d'Ebeye, les recettes provenant du terrain d'essai de missiles situé à Kwajalein devant servir à améliorer le niveau de vie de la collectivité d'Ebeye.

14. Le rapport annuel indiquait que le Gouvernement des îles Marshall et les propriétaires de Kwajalein étaient parvenus à un règlement global des questions qui, en 1982, avaient été à l'origine d'occupations de locaux par les propriétaires de Kwajalein et de Roi-Namur 5/.

15. Le rapport indiquait également que l'Autorité administrante, en coopération avec le Gouvernement des îles Marshall, continuait à s'efforcer d'améliorer la situation qui avait conduit en 1982 à l'incident du sail-in. Une banque avait été ouverte à Ebeye, la qualité des biens d'équipement s'améliorait et le dialogue se poursuivait en permanence entre les autorités de Kwajalein et le Gouvernement des îles Marshall.

#### Réparations pour dommages de guerre et d'après-guerre

16. Les demandes de réparations pour les dommages de guerre peuvent être classées en deux catégories générales : les demandes adressées au Gouvernement japonais, ayant trait essentiellement aux dommages subis par les habitants autochtones pendant la seconde guerre mondiale, et les demandes adressées au Gouvernement des Etats-Unis pour dommages subis après la fin des hostilités.

17. Le 18 avril 1969, les Gouvernements des Etats-Unis et du Japon ont signé un accord concernant le règlement des réparations pour les dommages de guerre subis par les Micronésiens. Aux termes de cet accord, les Etats-Unis et le Japon ont décidé, dans le cadre d'un arrangement commun et à titre gracieux, de contribuer au bien-être des habitants du Territoire sous tutelle. Le Japon est convenu de mettre à la disposition des Etats-Unis, en leur qualité d'Autorité administrante, la somme de 1,8 milliard de yen, c'est-à-dire, à l'époque, 5 millions de dollars, sous forme de subventions. Pour leur part, les Etats-Unis sont convenus de créer un fonds d'un montant de 5 millions de dollars.

18. Aux termes du Micronesian Claims Act de 1971 (Loi No 92-39 des Etats-Unis), un fonds micronésien des réparations a été créé, qui devait être constitué par des contributions versées par les Etats-Unis et le Japon en vertu de l'accord susmentionné. Conformément à la loi en question, il a également été créé une commission micronésienne des réparations, habilitée à recevoir, examiner et juger les demandes ci-après et à statuer définitivement à leur égard : a) demandes relatives aux dommages résultant directement des hostilités qui ont opposé les Etats-Unis et le Japon entre le 7 décembre 1941 et la date à laquelle les différentes îles de la Micronésie ont été conquises par les Etats-Unis (demandes au titre de la catégorie I); b) demandes concernant la période postérieure aux hostilités, entre la date à laquelle les différentes îles ont été conquises par les Etats-Unis et le 1er juillet 1951 (demandes au titre de la catégorie II).

19. La loi a autorisé l'allocation d'un crédit de 20 millions de dollars pour le règlement des demandes de réparations pour dommages subis après la guerre, adressées par les Micronésiens aux Etats-Unis ou au Gouvernement du Territoire sous tutelle, concernant les dommages corporels ou matériels, y compris les dommages résultant de l'acquisition, de l'usage ou de la mise en réserve de biens immobiliers sans compensation suffisante, à condition que l'accident ou l'incident à l'origine de la demande se soit produit avant le 1er juillet 1951.



20. La Commission micronésienne des réparations a terminé ses travaux le 30 juillet 1976 et a publié son rapport final peu de temps après. Selon celui-ci, le montant total des sommes allouées par la Commission était de 34 349 509 dollars au titre de la catégorie I, ce qui laissait un solde à valoir d'environ 24,3 millions de dollars, et de 32 634 403 dollars au titre de la catégorie II, soit un solde à valoir d'environ 12,6 millions de dollars.

21. A sa cinquantième session, le Conseil de tutelle a accueilli avec satisfaction les déclarations de l'Autorité administrante selon lesquelles toutes les parties poursuivaient leurs efforts pour régler les demandes présentées au titre de la catégorie I, environ 30 p. 100 des 34 millions de dollars prévus avaient été versés et toutes les demandes au titre de la catégorie II avaient été réglées. Tout en prenant note de ces déclarations, le Conseil a déclaré que, comme la Mission de visite de 1982, il partageait le souci exprimé par la population du Territoire que les sommes restant dues au titre de la catégorie I soient payées intégralement dès que possible et, en tout état de cause, avant la levée de l'Accord de tutelle. Il a prié instamment les Etats-Unis et le Japon de reprendre les négociations qui permettraient de résoudre ce problème.

22. Dans le rapport annuel, l'Autorité administrante a déclaré que les demandes présentées au titre de la catégorie I continuaient à être satisfaites à concurrence de 26,6 p. 100 des montants, à mesure que les bénéficiaires des versements encore dus qui venaient à échéance remettaient les formulaires de délivrance correctement remplis. Les demandes présentées au titre de la catégorie II étaient intégralement satisfaites sur présentation de ce même formulaire. Le Gouvernement américain était autorisé à achever le paiement des montants demandés au titre de la catégorie I. L'accord de libre association ne préjugait pas de la position des Micronésiens qui présentaient des demandes à ce titre.

#### B. PROGRES POLITIQUE

##### Structure politique générale

23. Le dernier rapport annuel indiquait que le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique comprenait quatre entités dotées chacune d'un gouvernement constitutionnel : les Etats fédérés de Micronésie, les îles Mariannes septentrionales, les îles Marshall et les Palaos. Le statut juridique des îles Mariannes septentrionales était régi par l'Ordonnance du Ministre de l'intérieur No 2989 qui, aux fins administratives, les dissociait du reste du Territoire sous tutelle, et celui des trois autres entités par l'Ordonnance du Ministre de l'intérieur No 3039, telle que modifiée, qui reconnaissait leurs gouvernements constitutionnels, sous réserve de certaines restrictions et des responsabilités confiées au Haut Commissaire qui représentait l'Autorité administrante.

24. L'Autorité administrante indiquait qu'en 1983 les peuples et les Gouvernements des Etats fédérés de Micronésie, des îles Marshall et des Palaos avaient fait un grand pas sur la voie de la détermination du statut politique dont ils souhaitaient se doter à l'avenir. Des plébiscites avaient eu lieu dans ces trois subdivisions du Territoire sous tutelle et, dans chaque cas, les résultats montraient qu'une majorité absolue était favorable à l'accord de libre association. Chacun des

plébiscites avait été observé par une mission de l'Organisation des Nations Unies. Des consultations électorales avaient également été organisées dans diverses parties du Territoire sous tutelle pour pourvoir des postes politiques, et avaient abouti à l'élection, dans le calme et le respect des procédures démocratiques, de dirigeants et de représentants.

25. L'Autorité administrante indiquait qu'elle continuait à appuyer la dévolution de responsabilités et de pouvoirs accrus aux nouveaux gouvernements et soutenait les efforts faits par ceux-ci pour participer aux organes régionaux et internationaux alors qu'ils se préparaient à assumer un nouveau statut politique.

### Gouvernements du Territoire

#### Législatures

26. Le Congrès des Etats fédérés de Micronésie comptait une seule chambre. Il se composait de membres élus dans les circonscriptions électorales de chaque Etat, découpées selon le chiffre de la population et de membres élus sur la base de l'égalité entre les Etats; ces derniers avaient un mandat de quatre ans, et tous les autres un mandat de deux ans. Tout Etat avait le droit de réserver l'un des sièges qui lui étaient attribués à un chef traditionnel. Les membres du Congrès étaient élus par les résidents des Etats fédérés âgés de 18 ans au moins.

27. Le pouvoir législatif aux îles Marshall appartenait à la Nitijela, qui comprenait 33 membres. Des élections générales avaient lieu tous les quatre ans. Le Président des îles Marshall pouvait cependant dissoudre la Nitijela à tout moment si une motion de défiance envers le Cabinet avait été deux fois votée sans être suivie d'effet et si la fonction présidentielle n'avait pas changé de titulaire dans l'intervalle entre les deux votes de défiance. Il le pouvait aussi si un nouveau Cabinet n'avait pas été nommé dans les 30 jours suivant la date de l'élection d'un Président par la Nitijela pour toute raison autre que la démission du Président à la suite d'un vote de défiance. Les membres de la Nitijela étaient élus par les ressortissants des îles Marshall âgés de 18 ans au moins et inscrits sur les listes électorales. Le Conseil des Iroij (dirigeants traditionnels) qui se composait de 12 membres choisis parmi les personnes remplissant les conditions d'éligibilité, examinait notamment les projets de loi concernant le droit coutumier, la tradition, le régime foncier et toutes les questions s'y rapportant, déjà adoptés par la Nitijela.

28. La législature des îles Mariannes septentrionales était un organe bicaméral composé d'un sénat et d'une chambre des représentants. Le Sénat comprenait neuf membres élus pour quatre ans par l'ensemble des électeurs, le territoire étant divisé à cette fin en trois circonscriptions électorales. La Chambre comptait 14 représentants élus pour deux ans. Les membres de la législature étaient élus par les personnes résidentes des îles Mariannes septentrionales, âgées de 18 ans au moins et inscrites sur les listes électorales.

29. Aux Palaos, le pouvoir législatif était exercé par l'Olbiil Era Kelulau, qui comprenait une chambre des représentants et un sénat, dont les membres étaient élus pour quatre ans. Un représentant était élu par chaque Etat et la délégation ainsi

élue formait la Chambre des représentants. Le Sénat était composé du nombre de sénateurs périodiquement prescrit par une commission chargée de la répartition des sièges selon les modalités fixées par la loi. La promulgation de lois requièrait l'adoption de projets de lois par chacune des chambres. Le Président était habilité à opposer son veto à un projet de loi. Toutefois, l'Olbiil Era Kelulau pouvait passer outre au veto si un projet de loi ayant fait l'objet d'un veto était, par la suite, adopté par une majorité des deux tiers dans chacune des chambres.

#### Pouvoir exécutif

30. Dans le système politique des Etats fédérés de Micronésie, le pouvoir exécutif était confié à un président élu par le Congrès pour un mandat de quatre ans. Il ne pouvait remplir plus de deux mandats consécutifs. Le Vice-Président était élu dans les mêmes conditions que le Président pour un mandat de même durée. Il ne pouvait être résident du même Etat que le Président. Le Président nommait les quatre membres de son cabinet sur l'avis et avec l'assentiment du Congrès.

31. Aux îles Marshall, le pouvoir exécutif appartenait au Cabinet, dont les membres étaient collectivement responsables devant la Nitijela. Le Cabinet se composait du Président, qui était membre de la Nitijela, et de six à dix autres membres de la Nitijela nommés ministres par le Speaker sur proposition du Président. Le Président était élu par la Nitijela après chaque élection législative et remplissait les fonctions de chef d'Etat des îles Marshall. Il était tenu de présenter sa démission si tous les membres de la Nitijela émettaient un vote de défiance. Sa démission était frappée de nullité si aucun successeur n'avait été élu dans les 14 jours qui la suivaient.

32. C'était un gouverneur élu pour quatre ans, âgé de 30 ans au moins, ayant le droit de vote et étant domicilié dans le Commonwealth, où il devait avoir habité au minimum pendant les sept années précédant immédiatement la date où il prenait ses fonctions, qui était investi de la fonction exécutive du Gouvernement des îles Mariannes septentrionales. Dans l'exercice de ses fonctions, le Gouverneur était secondé par un vice-gouverneur élu en même temps que lui et par les chefs des différents départements de l'appareil exécutif.

33. Aux Palaos, le pouvoir exécutif était exercé par un président et un vice-président qui étaient élus lors d'élections nationales pour un mandat de quatre ans; ils ne pouvaient être élus pour plus de deux mandats consécutifs. Le Vice-Président était d'office membre du Cabinet et succédait au Président en cas de vacance de charge du Président. Les membres du Cabinet étaient nommés par le Président sur l'avis et avec l'assentiment du Sénat. Un conseil de notables conseillait le Président sur les questions relevant de la tradition ou de la coutume. Le Président ou le Vice-Président pouvaient être destitués de leur charge sur mise en accusation (impeach) pour faute grave par un vote à la majorité des deux tiers au moins des membres des deux chambres de l'Olbiil Era Kelulau. Le Président ou le Vice-Président pouvaient être destitués de leurs fonctions s'il en était ainsi décidé à l'issue d'un référendum de révocation organisé conformément à une résolution adoptée à cet effet par les deux tiers des membres des législatures des Etats des Palaos dans les trois quarts au moins des Etats.

34. Selon le rapport annuel, les organes législatifs du Territoire sous tutelle avaient continué de consolider leurs fonctions au cours de l'année considérée. Plusieurs consultations électorales avaient été organisées pour élire les membres des organes législatifs et elles s'étaient déroulées dans le calme et le respect des procédures démocratiques. Dans tous les cas, la participation avait été très élevée, ce qui attestait l'importance que les organes législatifs revêtaient aux yeux des électeurs.

35. Selon le rapport annuel, pour que l'accord de libre association soit considéré comme approuvé dans les Etats fédérés de Micronésie, les îles Marshall et les Palaos, il fallait qu'il soit accepté par la majorité des électeurs et qu'il soit approuvé par les gouvernements de ces trois subdivisions politiques, conformément à leurs processus constitutionnels respectifs. Dans les cas des Etats fédérés de Micronésie et des îles Marshall, ces deux conditions avaient été remplies. Lors du plébiscite organisé aux Palaos le 10 février 1983, une majorité de 61,4 p. 100 des votants s'était prononcée en faveur de l'accord de libre association, et la majorité des votants avait également apporté une réponse positive à une question connexe relative à l'introduction temporaire de substances nucléaires et autres, en rapport avec les responsabilités du Gouvernement des Etats-Unis en matière de défense; toutefois, dans ce dernier cas, les voix pour n'avaient pas atteint les 75 p. 100 exigés par la Constitution des Palaos. Dans ces conditions, la Cour suprême des Palaos avait considéré que l'accord n'avait pas été approuvé. Le Gouvernement des Etats-Unis s'était engagé à coopérer avec le Gouvernement des Palaos pour chercher comment faire reconnaître la volonté de la majorité de la population, telle qu'elle ressortait du plébiscite, et obtenir l'approbation du Gouvernement des Palaos, conformément aux procédures prévues par la Constitution des Palaos.

36. Le rapport annuel indiquait que l'Autorité administrante reconnaissait le pouvoir que les constitutions conféraient aux Gouvernements des Etats fédérés de Micronésie, des îles Marshall et des Palaos, de conclure des accords avec les entreprises de pêche japonaises et d'autres pays, ainsi qu'avec des organisations régionales, dans le cadre de la transition vers un nouveau statut politique, et qu'elle leur apportait tout son soutien à cet égard.

37. Convaincu que les responsabilités gouvernementales devaient de plus en plus être transférées de l'Administration du Territoire sous tutelle aux gouvernements constitutionnels, le Conseil de tutelle a indiqué, à sa cinquantième session, que c'était avec la plus vive satisfaction qu'il constatait que les quatre gouvernements constitutionnels étaient bien en place et fonctionnaient conformément aux constitutions librement adoptées.

38. Dans son rapport annuel, l'Autorité administrante a noté que les quatre gouvernements constitutionnels fonctionnaient convenablement depuis cinq ans et que leur compétence et leur efficacité ne faisaient que croître.



### Gouvernements des Etats

39. Selon le rapport annuel, dans les Etats fédérés de Micronésie, le gouvernement de l'Etat de Yap fonctionnait conformément à sa nouvelle Constitution, les électeurs de l'Etat de Kosrae avaient approuvé une nouvelle Constitution, et dans les Etats de Ponapé et de Truk, les assemblées constituantes avaient achevé leurs travaux, et les nouvelles constitutions qu'elles avaient élaborées seraient soumises à l'approbation des électeurs dans chaque Etat.

40. Aux Palaos, chacune des anciennes municipalités avait acquis le statut d'Etat. Sur les 16 Etats, 7 seulement devaient encore être organisés conformément à leurs constitutions respectives. Des référendums, qui seraient suivis d'élections, à divers postes, étaient prévus pour la fin de 1984 et le début de 1985.

### Administrateurs des Etats

41. Les quatre Etats qui composaient les Etats fédérés de Micronésie (Kosrae, Ponapé, Truk et Yap) étaient administrés par des gouverneurs élus. Le premier gouverneur élu avait pris ses fonctions au cours de l'année 1978 à Truk et en 1979 dans les trois autres Etats.

42. Aux Palaos, la Constitution de certains Etats consacrait un régime parlementaire alors que celle d'autres Etats consacrait un régime présidentiel. Par exemple, dans un Etat, le gouverneur était élu parmi les membres de la législature de l'Etat. Dans d'autres cas, le dirigeant traditionnel de l'Etat ayant le rang le plus élevé était également chef du gouvernement ou gouverneur de l'Etat. Les gouverneurs d'autres Etats étaient directement élus par le peuple.

### Législatures des Etats

43. La Constitution des Etats fédérés de Micronésie définissait les pouvoirs des législatures des quatre Etats fédérés. Aux îles Marshall, la Nitijela était investie de l'ensemble des pouvoirs législatifs qui lui étaient conférés par la Constitution. Les conditions d'éligibilité aux organes législatifs étaient fixées par les chartes et constitutions des Etats concernés.

### Administration locale

44. La Constitution des îles Marshall disposait expressément que la population de chacun des atolls habités ou de chacune des îles habitées ne faisant pas partie d'un atoll avait le droit de posséder une administration locale. Selon le rapport annuel, en 1982, la Nitijela avait promulgué la loi publique 1981-2 en vertu de laquelle toutes les administrations locales des îles Marshall devaient disposer d'une constitution écrite qui devait être ratifiée dans le cadre d'un référendum et d'élections générales. En 1983, sur les 25 administrations locales, 21 avaient tenu un référendum, qui avait abouti à l'approbation de leurs projets de constitution respectifs. Les membres de leurs conseils avaient également été élus conformément à leurs constitutions respectives.

45. Le Commonwealth des îles Mariannes septentrionales était divisé en quatre municipalités, dirigées chacune par un maire élu.

#### Fonction publique

46. La Constitution des Etats fédérés de Micronésie prévoyait que la création des départements exécutifs se ferait en vertu d'une loi. Le Président nommait, avec les avis et l'assentiment du Congrès, les administrateurs généraux de ces départements et tous autres administrateurs prévus par la loi.

47. En vertu de la Constitution des îles Marshall, la fonction publique, placée sous l'autorité d'un Secrétaire principal (Chief Secretary), comprenait tout le personnel nécessaire pour aider le Cabinet à exercer le pouvoir exécutif et à remplir les autres obligations qui lui incombait. La Constitution prévoyait aussi la création d'une Commission de la fonction publique.

48. La Constitution des îles Mariannes septentrionales prévoyait la création d'un régime de la fonction publique placé sous l'autorité d'une Commission de la fonction publique. La Commission gérât les services du personnel pour le gouvernement.

49. Selon la Constitution des Palaos, le Président nommait les fonctionnaires nationaux, sur l'avis et avec l'assentiment du Sénat.

50. Selon le rapport annuel, bien que des problèmes internes persistent au sein de l'administration des Palaos en ce qui concerne les barèmes des traitements et les ressources disponibles, des progrès avaient été faits sur la voie de la rationalisation de la structure de la fonction publique et du règlement des conflits.

51. A sa cinquantième session, le Conseil de tutelle a réaffirmé que même si les gouvernements constitutionnels du Territoire sous tutelle avaient maintenant la responsabilité et le contrôle du développement économique, l'Autorité administrante devait continuer de les aider à encourager la création d'emplois dans le secteur privé. Le Conseil a noté qu'en application de sa politique de transfert des responsabilités administratives aux gouvernements constitutionnels, l'Autorité administrante avait en 1982 supprimé 200 postes à son siège.

52. Le rapport annuel indiquait que l'Autorité administrante partageait l'opinion du Conseil selon laquelle il fallait encourager la création d'emplois dans le secteur privé dans l'ensemble du Territoire sous tutelle. Au cours de la seule année 1983, les investissements étrangers avaient permis de développer considérablement les infrastructures et le secteur des services. De nouvelles liaisons aériennes avaient également été instaurées. Pour ce qui est de l'avenir, l'accord de libre association prévoyait une assistance économique et des investissements à long terme considérables. Il prévoyait en outre tout un ensemble de dégrèvements fiscaux, d'incitations à l'investissement et autres avantages devant favoriser les affaires.

53. Selon le rapport annuel, le siège du Territoire sous tutelle avait poursuivi ses efforts en vue de réduire son personnel; il était toutefois presque arrivé au point où il ne disposerait plus que des effectifs minimums qui lui étaient nécessaires pour s'acquitter des responsabilités dont il ne pouvait être dégagé avant l'abrogation de l'Accord de tutelle.

#### Education politique

54. A sa cinquantième session, le Conseil de tutelle s'est félicité du rôle important que les gouvernements constitutionnels étaient à même de jouer dans l'exécution des programmes d'éducation politique. Il estimait essentiel que les électeurs soient pleinement conscients des options qui s'offraient à eux.

55. Le dernier rapport annuel indiquait que l'Autorité administrante avait fourni 1 million de dollars aux Etats fédérés de Micronésie, 300 000 dollars aux îles Marshall et 300 000 dollars aux Palaos pour l'exécution des programmes d'information visant à préparer le public et pour l'organisation des plébiscites.

56. Le rapport annuel indiquait en outre que l'Autorité administrante demeurait convaincue que, comme dans le cas des Palaos, après un examen attentif des questions en jeu, les plébiscites tenus dans les Etats fédérés de Micronésie et aux îles Marshall seraient jugés démocratiques et considérés comme des consultations en bonne et due forme ayant permis à la population d'exprimer sa volonté.

#### Décentralisation

57. A sa cinquantième session, le Conseil de tutelle s'est félicité des efforts constants déployés par l'Autorité administrante pour transférer les responsabilités aux gouvernements constitutionnels à mesure que ceux-ci étaient prêts à les accepter.

58. Selon le dernier rapport annuel, le processus de décentralisation était presque achevé, le point final devant être l'abrogation de l'Accord de tutelle. Le siège du Territoire sous tutelle ne remplissait plus que les fonctions qui étaient nécessaires pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations en attendant l'abrogation de l'Accord.

#### Système judiciaire

59. Dans les Etats fédérés de Micronésie, le pouvoir judiciaire était exercé par une cour suprême et des juridictions inférieures créées par la loi. En octobre 1980, le Congrès des Etats fédérés avait confirmé la nomination de M. Edward King aux fonctions de Président de la Cour suprême des Etats fédérés et, en janvier 1981, celle de M. Richard Benson aux fonctions de juge assesseur. Le 12 juillet 1981, la Cour suprême avait été inaugurée lors d'une cérémonie à Truk.

60. Aux îles Marshall, le pouvoir judiciaire était exercé par une Cour suprême, une Haute Cour, une Cour de droit coutumier, des tribunaux de district, des tribunaux d'instance et autres juridictions inférieures. En 1981, les îles Marshall avaient pris les mesures nécessaires à l'établissement et au fonctionnement de leur système judiciaire. Le Président de la Haute Cour avait été nommé et avait déjà promulgué les codes de procédure civile et de procédure pénale.

61. Aux îles Mariannes septentrionales, l'autorité en matière judiciaire était exercée par un tribunal du Commonwealth qui était compétent pour connaître en première instance des affaires concernant le régime foncier et des autres affaires civiles.

62. Aux Palaos, le pouvoir judiciaire était exercé par une Cour suprême, un tribunal national et d'autres tribunaux inférieurs de juridiction limitée, établis par la loi.

63. A sa cinquantième session, le Conseil de tutelle a noté avec satisfaction que le système judiciaire du Territoire sous tutelle était maintenant bien en place et qu'il avait commencé à fonctionner.

64. Selon le dernier rapport annuel, l'Autorité administrante jugeait satisfaisant le fonctionnement des tribunaux des gouvernements constitutionnels et comptait que, une fois que ceux-ci auraient acquis plus d'expérience et que les institutions se seraient développées, cette fonction extrêmement importante dans toute démocratie continuerait de croître.

#### C. PROGRES ECONOMIQUE

##### Généralités

65. A sa cinquantième session, le Conseil de tutelle a constaté avec regret que le Territoire était encore dans une large mesure dépendant économiquement et financièrement de l'Autorité administrante. Le Conseil a estimé qu'une aide économique et financière était indispensable pour maintenir le niveau de vie actuel de la population et le fonctionnement des structures administratives en place.

66. Dans son rapport annuel, l'Autorité administrante a déclaré qu'elle continuerait de fournir une importante assistance économique et financière aux nouveaux gouvernements aux fins du développement et des activités économiques, en application de l'Accord de libre association. Les Etats-Unis fourniraient aux Etats associés les montants prescrits au titre de l'assistance économique et les services spécifiés pendant une période de 15 ans au minimum. Cette assistance a été estimée à 2,2 milliards de dollars au total, dont 40 p. 100 seraient consacrés au développement économique. L'Autorité administrante avait l'intention de fournir des fonds aux gouvernements constitutionnels pour financer le développement économique et appuyer les plans de développement qui seraient élaborés par les gouvernements eux-mêmes.

67. L'Autorité administrante a fait observer que, grâce à l'allocation supplémentaire d'un crédit de 3,6 millions de dollars pour l'exercice 1983-1984, l'objectif initial du premier programme d'amélioration de l'équipement consistant à fournir une infrastructure de base au Territoire pourrait être réalisée. Toutefois, la deuxième phase du programme d'amélioration de l'équipement n'avait pas été approuvée.

68. Tout en notant que la responsabilité du développement dans le Territoire sous tutelle incombait, au premier chef aux quatre gouvernements constitutionnels, le



Conseil de tutelle a néanmoins estimé que l'élaboration d'un programme de développement global était indispensable pour encourager l'investissement intérieur. Il a demandé instamment à l'Autorité administrante d'examiner sérieusement cette question.

69. L'Autorité administrante a déclaré que dans plusieurs cas, des experts du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) fournissaient une assistance technique pour l'élaboration des programmes de développement. L'Autorité administrante avait également apporté une assistance technique sur demande.

#### Finances publiques

70. D'après le rapport annuel, les fonds servant à appuyer les dépenses de fonctionnement du gouvernement et les programmes d'amélioration de l'équipement dans le Territoire sous tutelle provenaient de plusieurs sources, dont la plus importante était une subvention annuelle versée par l'Autorité administrante. La deuxième revêtait la forme de subventions fédérales "par catégorie" octroyées par des organismes fédéraux et la troisième provenait des recettes fiscales des nouveaux gouvernements constitutionnels. Ces recettes étaient contrôlées par les organes législatifs respectifs et affectées par ces derniers aussi bien à leur propre fonctionnement qu'aux projets autorisés par la loi. Pour l'exercice 1983-1984, la subvention versée par l'Autorité administrante s'était élevée à 111,8 millions de dollars, contre 95,8 millions de dollars en 1982-1983. Les subventions fédérales "par catégorie" avaient été de 19,6 millions de dollars et l'allocation au titre des programmes d'amélioration de l'équipement de 33,6 millions de dollars, contre 18,4 millions de dollars en 1982-1983.

71. A sa cinquantième session, le Conseil de tutelle a pris note du désir de différentes entités micronésiennes, et notamment des services de gestion financière, d'accélérer le processus d'établissement de systèmes de gestion financière distincts et propres à chaque gouvernement.

72. Il était indiqué dans le rapport annuel que le Bureau des services financiers de l'Administration du Territoire sous tutelle était responsable du bon fonctionnement et de la surveillance globale du système de comptabilité ainsi que de l'établissement des rapports financiers récapitulatifs. La plupart des tâches en matière de gestion des programmes et d'administration financière étaient exécutées par chacun des gouvernements micronésien. Les gouvernements constitutionnels établissaient leur propre budget dans les limites des ressources budgétaires qui leur avaient été allouées, systèmes qui semblait fonctionner de façon satisfaisante. Les gouvernements avaient aussi la possibilité de défendre leur budget devant le Congrès des Etats-Unis. Des systèmes de traitement informatique et de gestion financière étaient mis en place dans tous les Etats micronésien et devraient être pleinement opérationnels en 1984.

73. A sa cinquantième session, le Conseil de tutelle a fait siennes les conclusions de la Mission de visite de 1982 6/ selon lesquelles le régime fiscal restait lourdement tributaire de l'impôt sur le revenu. Le Conseil était d'avis, comme la Mission de visite, qu'il serait souhaitable d'imposer des droits à

l'importation, notamment pour les produits qui entraient en concurrence avec les produits locaux et les produits qui n'étaient pas de première nécessité.

74. Dans le rapport annuel, l'Autorité administrante a déclaré qu'elle partageait le point de vue du Conseil. Elle espérait que les nouveaux gouvernements feraient tout leur possible pour dégager les recettes fiscales nécessaires et diversifier leurs régimes fiscaux.

75. On lisait dans le rapport qu'outre les impôts et redevances locaux, les îles Mariannes septentrionales avaient reçu pour faire face à leurs dépenses de fonctionnement des fonds de l'Autorité administrante en application de l'Accord tendant à créer un Commonwealth des îles Mariannes septentrionales en union politique avec les Etats-Unis d'Amérique <sup>7</sup>/ainsi que des subventions fédérales. Durant l'exercice 1982-1983, les ressources locales, provenant essentiellement des impôts sur le revenu et de remboursements, se sont élevées à 20,2 millions de dollars au total. Les fonds reçus en application de l'Accord ont été de 27,3 millions de dollars; les programmes fédéraux ont représenté 2,4 millions de dollars et d'autres subventions octroyées par les Etats-Unis ont atteint 10,8 millions de dollars.

76. Le rapport annuel indiquait que, depuis janvier 1981, le Gouvernement des Palaos menaçait en permanence de faire faillite car il ne disposait pas de ressources suffisantes pour faire face à ses principaux besoins. La base économique était considérée trop fragile et les Palaos n'avaient aucun espoir que le secteur privé pût dans l'avenir proche assumer certaines des obligations du gouvernement en particulier en ce qui concerne le chômage.

77. Le budget des Palaos, pour 1982-1983 avait été de 27,4 millions de dollars. Le 1er octobre 1982, les Palaos étaient entrées dans leur troisième année en tant qu'entité autonome, avec un déficit de 2,5 millions de dollars dû à une grève générale déclarée l'année précédente par les fonctionnaires qui exigeaient des augmentations de salaires. Les Palaos avaient besoin de 32 millions de dollars pour pouvoir continuer à assurer les services essentiels. Elles avaient donc demandé à l'Autorité administrante 11,6 millions de dollars pour assurer le fonctionnement des services gouvernementaux, 14,6 millions de dollars pour le programme d'amélioration de l'équipement afin de faire face aux besoins d'infrastructure et 5,8 millions pour d'autres programmes spéciaux. Sur les montants demandés, 9,7 millions, 6,8 millions et 1,8 millions de dollars respectivement avaient été approuvés. Les recettes locales estimées à 4,8 millions de dollars serviraient à assurer le fonctionnement du Congrès national, le renforcement des gouvernements des Etats et l'exécution d'autres grands projets de développement.

#### Assistance des institutions internationales et des pays tiers

78. A sa cinquantième session, le Conseil de tutelle a affirmé que l'assistance internationale jouait et continuerait à jouer un rôle très important dans l'économie de la Micronésie; à cet égard, il a noté avec satisfaction que l'Autorité administrante encourageait les gouvernements du Territoire à établir des contacts et à développer leurs relations avec les organisations bilatérales et multilatérales et avec des pays tiers.

79. Selon le rapport annuel, les quatre gouvernements du Territoire sous tutelle étaient devenus membres de la Commission du Pacifique sud (CPS) conformément à la décision prise par la Conférence du Pacifique sud en septembre 1983. A titre individuel et collectif, les quatre gouvernements participaient à divers programmes exécutés sous les auspices de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) des organismes des Nations Unies, des organisations législatives et exécutives régionales et d'autres organismes internationaux régionaux. Ils participaient également aux activités entreprises par des groupes s'occupant des problèmes relatifs aux ressources de la mer. L'Autorité administrante a fait observer qu'elle appuyait activement ces activités qui devaient permettre aux gouvernements constitutionnels de se préparer à assumer leur nouveau statut politique.

80. En 1983, le Territoire sous tutelle avait reçu une assistance de plusieurs institutions et organismes des Nations Unies, notamment du PNUD, du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP), de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE). Les nouveaux gouvernements avaient obtenu le statut d'observateur auprès du Bureau de la coopération économique pour le Pacifique sud et avaient engagé des négociations directes partant des accords de pêche, les échanges commerciaux et l'assistance technique avec des Etats de la région du Pacifique.

81. Il était indiqué dans le rapport annuel que le Gouvernement japonais avait offert plusieurs programmes d'aide bilatérale aux nouveaux gouvernements. D'autres pays de la région du Pacifique se montraient de plus en plus disposés à investir dans le Territoire.

### Crédit

82. Le rapport annuel à l'étude indiquait que chaque gouvernement constitutionnel avait sa propre banque qui fonctionnait déjà et octroyait des prêts. Un montant total de 5,5 millions de dollars était disponible sous la forme de prêts pour le développement économique. Les trois gouvernements constitutionnels étaient convenus de répartir ces fonds de la manière suivante : 56,5 p. 100 aux Etats fédérés de Micronésie, 25 p. 100 aux îles Marshall et 18,5 p. 100 aux Palaos.

83. Tous les remboursements de prêts antérieurs non réglés et les comptes présentant des arriérés avaient été transférés aux trois banques qui recouvraient ces fonds ou les inscrivaient au compte des pertes et profits. Chacun des trois gouvernements avait fourni des fonds supplémentaires à sa banque.

84. Ces trois banques de développement étaient devenues membres de l'Association des institutions de financement du développement de l'Asie et du Pacifique qui leur fournissaient des services notamment dans le domaine de la formation. Chaque banque semblait être opérationnelle et tout-à-fait prête à fournir sa part de prêts pour le développement économique.

85. Il était signalé dans le rapport annuel, que dans les Etats fédérés de Micronésie, 16 mutuelles de crédit à Truk ainsi que des agences de la Banque de Guam et de la Banque de développement des Etats fédérés de Micronésie étaient en service en 1983. Le montant total de leurs avoirs s'élevait à 3,1 millions de dollars et celui des prêts qu'elles avaient consenti à 2,6 millions de dollars. En outre, la Banque de développement avait approuvé huit prêts d'un montant total de 312 000 dollars qui avaient été demandés par des ressortissants locaux.

86. Depuis sa création en 1981, l'Office des prêts pour le développement économique des îles Marshall avait reçu et examiné 98 demandes de prêts s'élevant à 1,9 million de dollars, montant qui était largement supérieur aux fonds disponibles. L'Office avait octroyé 23 prêts directs et un prêt garanti présentant un montant total de 609 073 dollars. En 1983, les deux mutuelles de crédit des îles Marshall comptaient au total 2 775 actionnaires et des avoirs de 3,6 millions de dollars, contre 3,5 millions l'année précédente. La plupart des prêts consentis devaient permettre à leurs bénéficiaires de faire face à des situations d'urgence, d'effectuer des voyages et d'acheter des biens de consommation et des matériaux de construction.

87. Dans les îles Mariannes septentrionales, l'Economic Development Loan Fund fonctionnait déjà depuis plusieurs années.

88. Aux Palaos, 21 mutuelles de crédit fonctionnaient en 1983 et leurs avoirs représentaient 1,5 million de dollars. On s'est particulièrement attaché à aider les mutuelles de crédit existantes à donner une formation plus poussée à leurs employés et à faire face à la demande croissante de services.

#### Questions financières

89. A sa cinquantième séance, le Conseil, notant les préoccupations exprimées par le représentant des Etats fédérés de Micronésie relatives au paiement des créances concernant l'utilisation de certaines terres par l'Autorité administrante, a exprimé l'espoir qu'une solution rapide et satisfaisante pour les habitants intéressés serait trouvée.

90. Le Conseil a également exprimé l'espoir que les difficultés administratives et juridiques auxquelles s'est heurté le transfert de certaines terres domaniales aux Palaos seraient résolues dans un proche avenir.

91. Il était déclaré dans le rapport annuel que, s'agissant des Etats fédérés de Micronésie, l'Autorité administrante avait versé une somme supplémentaire de 1,3 million de dollars aux propriétaires particuliers de terres utilisées par elle. Des préparatifs étaient en cours pour arbitrer les réclamations dépassant la somme versée.

92. Dans les îles Marshall, la Division des biens fonciers et des levés topographiques a entrepris un programme cadastral en vue de classer et enregistrer les titres fonciers et l'utilisation qui était faite des terres à des fins pratiques de développement. Pendant la période considérée, le personnel de la Division a entrepris des enquêtes pour la mise en place d'infrastructures. Dans



les litiges fonciers, le Chef de la Division ou un représentant désigné a joué le rôle de médiateur entre les parties intéressées. En 1983, le Gouvernement des îles Marshall a institué un Conseil provisoire d'inspecteurs des levés topographiques, composé de trois membres.

93. En 1983, la Division des biens fonciers et des levés topographiques des îles Mariannes septentrionales a établi le levé topographique et dressé la carte d'environ 180 hectares de terres domaniales et privées à Saipan et Rota.

94. Aux termes de la loi publique 5-8-10, toutes les terres domaniales des Palaos ont été transférées à l'autorité foncière publique des Palaos, à l'exception des terres actuellement utilisées pour les projets de construction dans le cadre du programme d'amélioration des infrastructures. Lorsque ces projets seront achevés, ils seront transférés au Gouvernement des Palaos. Le Commissaire foncier des Palaos a continué à régler les litiges concernant les titres fonciers. Aux termes de la Constitution des Palaos, le gouvernement doit, dans un délai de cinq années à compter de la date où la Constitution entre en vigueur, prendre des dispositions pour rendre à leurs premiers propriétaires ou à leurs héritiers les terres qui sont tombées dans le domaine public par suite des acquisitions effectuées par les puissances occupantes antérieures ou par leurs ressortissants. Sur un total estimatif de 20 000 parcelles individuelles, 1 600 titres fonciers environ ont été adjugés. Selon le rapport annuel, la Division des biens fonciers et des levés topographiques aux Palaos se composait de trois équipes d'inspecteurs fonciers qui appuyaient les travaux de la Commission des biens fonciers et de ses équipes d'enregistrement des biens fonciers, en s'occupant des levés topographiques, de l'établissement des cartes et des titres fonciers et en assurant d'autres services techniques. La Division a également fourni des services aux institutions étatiques et gouvernementales et au secteur privé.

#### Agriculture et élevage

95. A sa cinquantième session, le Conseil de tutelle, prenant note du transfert aux gouvernements constitutionnels des compétences en matière agricole, a réaffirmé qu'il était cependant du devoir de l'Autorité administrante d'aider ces gouvernements à développer à titre prioritaire la production agricole et l'élevage. Tout en reconnaissant les obstacles qui entravaient le développement agricole, le Conseil a encouragé les gouvernements du Territoire et l'Autorité administrante à poursuivre leurs efforts en ce domaine afin de satisfaire les besoins de la population et de promouvoir une agriculture tournée vers l'exportation.

96. Dans son dernier rapport annuel, l'Autorité administrante a noté que la CESAP et la CPS avaient parrainé de nombreux programmes et ateliers de formation agricole et que l'Autorité administrante s'efforçait de promouvoir ces activités.

97. Dans les Etats fédérés de Micronésie, l'on s'est efforcé de parvenir à l'autonomie alimentaire et d'encourager la diversification de l'agriculture afin de rendre le pays moins tributaire d'une seule culture de rapport, en l'occurrence le copra. En raison d'une sécheresse qui a sévi pendant six mois et a endommagé non moins de 80 p. 100 de certaines cultures, la production de légumes, de fruits et de cultures de base est tombée au niveau le plus bas qu'elle ait jamais connu. Des

pénuries alimentaires localisées ont été signalées dans les îles périphériques et il ressort des enquêtes qui ont été faites que le retour à des conditions normales prendrait de 6 à 24 mois. Cependant, la production du copra en 1983 avait augmenté, passant à 2 117 tonnes, représentant une valeur estimative de 468 724 dollars. D'autres exportations de produits agricoles d'un volume de 13 tonnes étaient évaluées à 7 000 dollars. En 1980, les Etats fédérés de Micronésie avaient importé pour environ 3,6 millions de dollars de produits alimentaires.

98. Une équipe d'agents de vulgarisation a été envoyée dans les îles Marshall, dans les atolls occidentaux ravagés par le typhon, afin de mener à bien un projet de relèvement qu'il a fallu interrompre après huit mois faute de disposer des fonds nécessaires. En 1983, les îles Marshall ont exporté vers les Etats-Unis 3 780 tonnes de copra, d'une valeur de 1,6 million de dollars, contre 3 600 tonnes l'année précédente. Environ 2 085 tonnes de tourteaux de copra, d'une valeur approximative de 344 902 dollars, ont été livrées à des acheteurs du Pacifique, essentiellement pour l'alimentation des animaux et pour servir d'engrais. Deux exploitations pilotes ont produit 2 280 kg de légumes en 1983. Les porcs et la volaille constituent l'essentiel de l'élevage dans les îles Marshall. En 1983, des poulets, des oies, des canards et des dindons étaient importés d'Hawaii.

99. En 1982/83, les ventes, à l'intérieur et à l'étranger, de produits agricoles, dans les îles Mariannes septentrionales s'élevaient au total à 6,3 millions de dollars. Dans le chiffre, les ventes intérieures intervenaient pour 4,2 millions de dollars et les exportations pour 2,1 millions de dollars.

100. Aux Palaos, l'agriculture se maintenait à un niveau de subsistance. Les importations de produits alimentaires essentiels comme le riz et les conserves ont continué à augmenter mais celles de fruits et de légumes ont diminué. Certaines des îles périphériques ont une forte potentialité en ce qui concerne le développement agricole mais les contraintes budgétaires empêchent la construction des routes d'accès nécessaires.

#### Ressources maritimes

101. A sa cinquantième session, le Conseil de tutelle a noté que le développement des ressources maritimes du Territoire méritait de recevoir un rang élevé de priorité. Il a estimé qu'il convenait d'encourager non seulement l'aménagement des complexes halieutiques partout où cela était possible, mais aussi le développement de l'infrastructure dans les îles périphériques.

102. Dans son rapport annuel, l'Autorité administrante a déclaré que l'infrastructure des diverses îles, y compris les îles périphériques, était aménagée de façon à encourager l'aménagement de complexes halieutiques. Des programmes d'amélioration des infrastructures destinés à améliorer les quais et à équiper les embarcations de pêche et les îles périphériques d'installations frigorifiques ont été activement mis en oeuvre. En vertu de l'accord de libre association, le Gouvernement des Etats-Unis s'est engagé à verser chaque année, pendant 15 ans, une somme de un million de dollars aux trois gouvernements pour les mettre en mesure d'assurer le respect de leurs droits dans la limite des 200 milles

de la zone économique exclusive, ainsi qu'une somme unique de deux millions de dollars pour la mise en place de leur infrastructure. Il se pourrait qu'une aide supplémentaire soit également fournie à ces gouvernements.

103. A sa cinquantième session, le Conseil a exprimé l'espoir que le litige entre les Etats-Unis et les îles Mariannes septentrionales concernant la zone économique exclusive de 200 milles serait résolu au mieux des intérêts des Mariannais afin que ceux-ci ne soient pas lésés par rapport aux habitants des autres entités micronésiennes.

104. A cet égard, l'Autorité administrante a noté dans son rapport annuel que les habitants des îles Mariannes septentrionales avaient choisi de devenir un Commonwealth des Etats-Unis en 1975. Aux termes de l'Accord, les lois fédérales des Etats-Unis seraient appliquées comme c'était actuellement le cas pour d'autres territoires des Etats-unis tels que Guam, les Samoa américaines et les îles Vierges américaines.

105. Selon le rapport annuel, le thon constituait la ressource naturelle la plus précieuse des Etats fédérés de Micronésie, tant du point de vue des recettes d'exportation que du développement économique. Il était difficile d'évaluer les prises de thon étant donné la variété des espèces et leur caractère fortement migratoire. Cependant, les autorités maritimes micronésiennes ont évalué qu'en 1982 environ 8 400 tonnes de thon avaient été prises par des bateaux étrangers pratiquant la pêche à la senne ou la pêche aux lignes à canne courbe, entièrement dans la zone de pêche des Etats fédérés. Pendant la même année, l'Autorité a autorisé 715 bateaux de pêche étrangers à pêcher dans les eaux des Etats fédérés.

106. Le gouvernement national et une équipe de travail intergouvernementale continuaient à étudier le moyen de développer largement les ressources tirées de la pêche au thon, au niveau national.

107. En 1980, l'Etat de Truk a lancé un projet qui consistait à utiliser des bateaux pratiquant la pêche aux lignes à canne courbe, dotés d'équipes micronésiennes, pour se livrer à la pêche commerciale du thon à ventre rayé. Plus récemment, les Micronésiens se servaient pour la pêche de plusieurs embarcations privées et de trois embarcations appartenant au gouvernement; la plus grande partie des prises était vendue sur place. En 1982/83, Truk a exporté au total 183 tonnes de poissons et crustacés; 30 tonnes ont été vendues en dehors et le reste sur le marché local. Le montant estimatif total de ces produits a atteint 225 755 dollars.

108. Dans d'autres Etats, les pêcheurs, à bord de petits hors-bord à moteur et de canots ont pêché des quantités moindres de thon et les ont vendues sur les marchés locaux. En outre, des pêcheurs et des femmes ont également pêché des crustacés et des reef-fish capturés à partir du rivage ou à bord de petites embarcations.

109. Il est noté dans le rapport annuel que, pour la première fois en 1983, un chef de ressources maritimes a été chargé de donner un nouvel élan au développement des pêches locales dans les Etats fédérés. Pour aider les pêcheurs des îles périphériques à procurer du poisson aux centres de population, on a mis en place



diverses installations d'entreposage frigorifique à Kosrae, Truk et Yap, et les navires de transport du gouvernement ont été équipés de congélateurs au début de 1983.

110. Selon le rapport, le Congrès des Etats fédérés a fourni chaque année aux Etats des fonds de contrepartie pouvant aller jusqu'à 250 000 dollars et représentant le double des fonds engagés par les Etats. Pour pouvoir recevoir cette aide, les Etats doivent fournir un plan quinquennal de développement des ressources maritimes.

111. Selon le rapport annuel, les îles Marshall ont conclu en 1983 un autre accord de pêche avec la Fédération de l'association de pêche au thon du Japon, pour la période comprise entre le 1er avril 1983 et le 31 mars 1984. Elles ont également soumis une proposition au Gouvernement japonais l'invitant à fournir une aide pour la construction d'un complexe halieutique à Majuro, qui comprendrait un nouveau quai, des installations frigorifiques, des magasins et des bureaux et un plan de lancement pouvant accommoder jusqu'à 400 embarcations. Le Gouvernement japonais a envoyé une équipe d'experts pour effectuer les études initiales en vue du projet.

112. Selon le rapport, le Gouvernement des îles Marshall avait accordé un permis de pêche à une nouvelle société locale de pêche l'autorisant à pêcher le thon dans sa zone économique exclusive à l'aide de lignes à canne courbe. La société a commencé à fonctionner en octobre 1983. Le gouvernement a également accordé un permis d'investir à la société de fabrication de boutons Nakai, du Japon, pour construire à Majuro une usine de fabrication de boutons de truchus.

113. En ce qui concerne les Palaos, il est dit dans le dernier rapport annuel, que, au début de 1983, le gouvernement avait pris en main la direction de la Fédération de l'association de pêche des Palaos (PFFA), qui avait cessé ses opérations en 1982, lorsqu'elle s'était avérée peu rentable. Du 15 janvier au 31 octobre 1983, les prises totales des embarcations fournies par le Gouvernement japonais avait dépassé 120 tonnes et celles de la PFFA atteignaient 227 tonnes. Entre mars et août 1983, les recettes de la PFFA se sont élevées à 151 045 dollars dont 113 349 dollars représentaient le produit des ventes intérieures. Les études et enquêtes menées pendant la période considérée comprenaient l'étude de production de reef-fish des Palaos financée par le National Marine Fisheries Service des Etats-Unis et le projet de développement des pêches en haute mer, entrepris par les Palaos et la CPS. En 1982/83, les Palaos ont importé un total de 71 502 kilos de poissons en conserve et de poissons congelés, pour la consommation locale.

### Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer

114. A sa cinquantième séance, le Conseil de tutelle a noté que les gouvernements des Etats fédérés de Micronésie, des îles Marshall et des Palaos avaient souhaité signer la Convention sur le droit de la mer avant même la levée de l'Accord de tutelle, et bénéficier ainsi de la protection de leurs zones économiques de 200 milles, en même temps que des autres dispositions de la Convention lorsqu'elle entrerait en vigueur. Il a noté que l'Autorité administrante n'avait aucune objection à ce que les trois gouvernements constitutionnels de Micronésie signent la convention avant la levée de l'Accord de tutelle.



115. Dans son rapport annuel, l'Autorité administrante a souligné qu'à la levée de l'Accord de tutelle, les gouvernements constitutionnels des Etats librement associés seraient pleinement habilités à signer la Convention en vertu des pouvoirs en matière d'affaires étrangères dont les investissait l'Accord de libre association. Avant la levée de l'accord, l'Autorité administrante a estimé qu'elle devait continuer à être responsable de ces questions, en raison des obligations qui leur incombaient au titre de l'Accord et des dispositions pertinentes du droit international.

#### Industrie et tourisme

116. A sa cinquantième session, le Conseil de tutelle a réitéré sa préoccupation devant la lenteur du développement des petites entreprises industrielles du Territoire.

117. Dans son dernier rapport annuel, l'Autorité administrante a déclaré que le développement des petites entreprises industrielles du Territoire avait été lent et irrégulier. Il existait toutefois une petite usine de production d'huile de coprah à Ponapé. A Saipan, deux usines de fabrication de vêtements étaient entrées en activité. Elles avaient recours initialement à du personnel qualifié d'origine étrangère mais parallèlement, elles recrutaient et formaient activement de la main-d'oeuvre locale. A Truk, plusieurs petites entreprises étaient en activité, y compris une usine de production de farine de fruit à pain et un centre artisanal. Au fur et à mesure que s'approchait la date d'expiration de l'Accord de tutelle, les hommes d'affaires locaux ainsi que les investisseurs étrangers manifestaient un intérêt croissant pour les petites entreprises et l'industrie.

118. Le Conseil a de nouveau souligné que la Micronésie pouvait être considérée comme une région susceptible d'attirer les touristes. Il a approuvé les conclusions de la Mission de visite de 1982 qui avait estimé que le développement du tourisme devait être progressif et soigneusement planifié pour ne pas mettre en péril les économies fragiles, les structures sociales, l'environnement et les traditions culturelles du Territoire.

119. L'Autorité administrante a partagé l'optimisme du Conseil au sujet des possibilités que le tourisme offrait pour le développement économique du Territoire. Elle a noté que les vols aériens directs reliant Saïpan au Japon s'étaient intensifiés et que la mise en place de nouvelles lignes desservant des zones du Pacifique telles que Hong-kong et Manille était soit prévue soit déjà réalisée. Le nombre de touristes visitant les îles Mariannes septentrionales s'était considérablement accru par rapport à l'année précédente et des hôtels étaient en cours de construction dans les Palaos ainsi que dans les îles Marshall. L'Autorité administrante a exprimé l'espoir, qu'avec la coopération des organes régionaux de tourisme et des organisations régionales telles que la Commission du Pacifique sud, le tourisme continuerait de se développer sans affecter outre mesure les traditions sociales et culturelles et continuerait d'apporter une contribution positive au développement économique du Territoire sous tutelle.

120. D'après le rapport annuel, le tourisme dans les Etats fédérés de Micronésie a considérablement souffert de l'épidémie de choléra qui est survenue à Truk ainsi

que de la sécheresse, le nombre de touristes étant tombé de 6 356 en 1982 à 3 400 en 1983. Au cours de 1983, les revenus directs provenant de diverses activités touristiques s'étaient élevées à 680 250 dollars.

121. En 1983, 2 181 personnes avaient visité les îles Marshall, dépensant dans le Territoire un montant total de 362 145 dollars. Un hôtel de 35 chambres, dont la construction a été financée par une société japonaise, a été inauguré en 1983 et un hôtel de 150 chambres est actuellement en cours de construction. Au cours de cette période, plus de 200 emplois ont été créés dans le secteur touristique.

122. En 1982/83, plus de 124 000 touristes se sont rendus dans les îles Mariannes septentrionales en 1982/83, ce qui représente une augmentation de 12 p. 100 par rapport à la période précédente et ils ont procuré au Territoire un revenu direct de 60 millions de dollars. Il existait dans l'île 774 chambres d'hôtel et la construction de 325 chambres additionnelles était soit en cours soit prévue. Un certain nombre de nouveaux restaurants et de nouveaux centres de loisirs avaient été ouverts.

123. Le rapport annuel a noté qu'en raison de la sécheresse, le nombre de touristes qui s'étaient rendus dans les îles Palaos au cours du premier trimestre 1983 avait diminué de 16 p. 100 par rapport à la même période de 1982. Au deuxième trimestre, cette tendance s'était inversée et au troisième, le nombre de visiteurs avait doublé à la suite de l'accroissement des vols offerts par deux nouvelles compagnies aériennes et l'achèvement de la construction de 48 nouvelles chambres d'hôtel (ce qui portait à 130 le nombre total de chambres d'hôtel des îles). En 1982, 20 agents de voyage provenant du Japon, des Etats Unis, de l'Italie et de la République fédérale d'Allemagne se sont rendus dans les îles Palaos pour obtenir des renseignements de première main sur les installations disponibles.

#### Transport et communications

124. A sa cinquantième session, notant qu'au cours de la visite effectuée dans le Territoire en 1982 par la Mission de visite des Nations Unies, les Micronésiens avaient demandé de pouvoir bénéficier de moyens de transport maritimes meilleurs et plus réguliers, le Conseil de tutelle a estimé que ce problème méritait une attention particulière.

125. Dans son rapport annuel, l'Autorité administrante a déclaré que, dans le cadre de la phase de transition qui devait précéder la venue à expiration de l'Accord de tutelle et le début de l'autonomie, la propriété de tous les navires du Territoire assurant le service interinsulaires avait été transférée aux nouveaux gouvernements et ces bâtiments se trouvaient à présent sous leur contrôle direct et exclusif.

126. Diverses compagnies des Etats-Unis desservaient les îles Marshall tous les 30 jours et, au cours de la période à l'examen, plusieurs compagnies d'Extrême-Orient avaient accru la périodicité de leurs escales qui actuellement était aussi de 30 jours. Au cours de la période 1982/83, 72 navires avaient fait escale dans les îles Marshall et 36 067 tonnes métriques de cargaison avaient été

débarquées à Majuro, ce qui représentait un accroissement de 1 800 tonnes métriques par rapport à 1981/82. Quatre bâtiments du gouvernement assuraient la liaison entre les diverses îles, reliant les îles périphériques à Majuro.

127. Le rapport annuel indiquait que le MS Fentress, qui appartenait à la Compagnie maritime des îles Marshall qui en assurait l'exploitation, desservait actuellement Pago Pago, les îles d'Apia et de Tonga, et qu'Honolulu constituait son port d'escale.

128. A sa cinquantième session, le Conseil de tutelle s'est félicité du développement des liaisons aériennes et de la construction de nouvelles pistes d'atterrissage, notamment dans les îles Marshall et dans les Etats fédérés de Micronésie et il a exprimé l'espoir que ce programme pourrait être mené rapidement à terme.

129. On peut lire dans le rapport annuel que la Division des îles périphériques des îles Marshall avait construit des pistes aériennes sur cinq atolls différents. Grâce à ces travaux, la Compagnie aérienne des îles Marshall était à présent en mesure de desservir 20 atolls des îles Marshall.

130. A sa cinquantième session, le Conseil de tutelle a déclaré qu'il restait encore beaucoup à faire pour mettre en place un réseau routier minimal dans tous les principaux centres de population ainsi que dans les îles périphériques.

131. Le rapport annuel indiquait que, dans la plupart des cas, c'est la collectivité qui était responsable de la gestion des pistes aériennes et des routes des îles périphériques. Un effort motivé, au niveau local, permettrait d'accomplir des progrès importants. L'Autorité administrante a rappelé au Conseil que le programme d'équipement quinquennal avait été établi en coordination avec les pouvoirs locaux et que les réseaux routiers avaient été conçus pour répondre à leurs priorités. On avait formulé l'espoir que les efforts et les ressources d'origine locale permettraient de développer ce programme.

132. L'Autorité administrante a également déclaré qu'il restait encore beaucoup à faire pour mettre en place un réseau routier minimal dans les principaux centres de population ainsi que dans les îles extérieures. En 1983/84, un montant de 2 millions de dollars avait été demandé afin de permettre à l'île de Ponapé de mener à terme le projet de construction d'une route périphérique. A Kosrae, des crédits de plus de 2 millions de dollars ont été affectés à la poursuite des travaux du projet de construction de la route périphérique dont la première phase a été achevée. L'exécution des projets routiers de Yap devait s'achever dans le cadre du programme d'équipement quinquennal. A Truk, des crédits avaient été votés pour assurer le pavage des routes.

133. Aux Palaos, un montant de 1,8 million de dollars avait déjà été engagé en vue de mener à son terme la phase III du programme de pavage des routes. Des routes secondaires et subsidiaires étaient en cours de construction à Koror. Plus de cinq kilomètres de routes rurales avaient été construits dans chacun des cinq atolls des îles Marshall afin de faciliter le transport des produits agricoles locaux.

134. A la cinquantième session, le Conseil de tutelle a pris note avec satisfaction de l'inauguration des stations au sol pour les communications par satellites, aux Palaos et aux îles Marshall, et de la mise en service progressive de toutes les stations des Etats fédérés de Micronésie.

135. D'après le rapport annuel, les stations au sol avaient déjà permis d'améliorer considérablement le réseau de communications. L'Autorité administrante était convaincue que le système serait bientôt opérationnel dans toutes les parties du Territoire. Les centres gouvernementaux étaient à présent en liaison téléphonique directe avec le reste du monde.

#### Projet de création d'un superport aux Palaos

136. On se souviendra qu'à la quarantième-huitième session du Conseil de tutelle 8/, le représentant des Etats-Unis avait déclaré que la création d'un superport devrait être conforme à la législation des Palaos, au Code du Territoire sous tutelle et à la législation pertinente des Etats-Unis. Il avait souligné qu'aucune décision n'était en cours d'examen à ce sujet et que le projet ne semblait pas être considéré à l'heure actuelle.

137. A la même session, le conseiller de l'autorité administrante des Palaos avait rappelé que l'ancien président de la Commission du statut politique futur des îles Palaos avait déclaré, lors de la quarante-cinquième session du Conseil de tutelle, en 1978, que le superport n'était plus, à l'époque, considéré comme un projet viable pour les Palaos. Le Conseiller avait ajouté qu'il n'avait pas d'autres renseignements à fournir au Conseil sur cette question.

#### Coopératives

138. Selon le rapport annuel, les 30 coopératives qui étaient en activité à Truk au cours de la période 1982/83 s'étaient occupées de l'importation et de la distribution de marchandises de caractère général; de la production et de la commercialisation des produits artisanaux et agricoles; ainsi que de l'achat et de la vente du produit de la pêche de leurs membres. Le gouvernement de l'Etat a continué à encourager la mise en place de nouvelles coopératives et il a fourni une assistance dans d'autres domaines, notamment celui de la comptabilité.

139. Aux Palaos, la Division du développement économique a contribué à la création de trois coopératives, portant ainsi à neuf le nombre total des coopératives de l'île. Compte tenu du désir croissant des habitants de voir se constituer des coopératives viables et de l'accroissement du nombre des membres de ces coopératives, la Division était en train d'aider les responsables des coopératives à répondre à ces besoins.



Notes

1/ La monnaie locale est le dollar des Etats-Unis.

2/ Pour les conclusions et recommandations du Conseil de tutelle à sa cinquantième session, voir Documents officiels du Conseil de sécurité, trente-huitième année, Supplément spécial No 1 (S/16347), par. 687 à 814.

3/ Ibid., par. 643.

4/ Pour le rapport de la Mission de visite des Nations Unies chargée d'observer le référendum dans les îles Marshall, Territoire sous tutelle des îles du Pacifique, septembre 1983, voir Documents officiels du Conseil de tutelle, cinquante et unième session, Supplément No 2 (T/1865).

5/ Voir Documents officiels du Conseil de tutelle, cinquante et unième session, Supplément No 1 (T/1850), par. 685-701.

6/ Pour le rapport de la Mission de visite des Nations Unies dans le Territoire sous tutelle des îles du Pacifique, 1982, voir Documents officiels du Conseil de tutelle, cinquantième session, Supplément No 2 (T/1850).

7/ Pour le texte du Pacte, voir Documents officiels du Conseil de tutelle, quarante-deuxième session, fascicule de session, annexes, document T/1759.

8/ Voir Documents officiels du Conseil de sécurité, trente-sixième année, Supplément spécial No 1 (S/14709), par. 528-529.

-----